

RAPPORT DE GESTION

Périodes de trois et six mois closes le 30 juin 2024, comparativement aux périodes de trois et six mois closes le 30 juin 2023

Le présent document constitue le rapport de gestion de Stella-Jones Inc. Dans le présent rapport de gestion, les termes « la Société » et « Stella-Jones » sont utilisés pour désigner Stella-Jones Inc. et ses filiales, à titre individuel ou collectif.

Le présent rapport de gestion et les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société ont été examinés par le comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration le 6 août 2024. Le rapport de gestion passe en revue les développements importants, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société au cours des périodes de trois et six mois closes le 30 juin 2024, en comparaison des périodes de trois et six mois closes le 30 juin 2023. Le rapport de gestion doit être lu de concert avec les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société pour les périodes closes les 30 juin 2024 et 2023 et les notes y afférentes, ainsi qu'avec les états financiers consolidés audités et le rapport de gestion annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Le présent rapport de gestion contient des déclarations de nature prospective. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « voudraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « croire », « anticiper », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « objectif », l'emploi du futur et du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables, visent à dénoter des déclarations prospectives. Les déclarations prospectives englobent, sans s'y limiter, les prévisions financières et d'autres déclarations présentées aux rubriques intitulées « Stratégie » et « Objectifs financiers pour les exercices 2023 à 2025 » ci-après, qui sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société, ainsi que les attentes et les plans actuels de la direction (et pourraient ne pas convenir à d'autres fins). Ces déclarations sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et comportent des risques et incertitudes, connus et inconnus, susceptibles de faire en sorte que les résultats réels de la Société diffèrent considérablement de ceux présentés explicitement ou implicitement dans ces déclarations de nature prospective. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, le contexte politique général, la conjoncture économique et la situation des marchés, l'évolution de la demande des clients pour les produits et services de la Société, les prix de vente des produits, la disponibilité et le coût des matières premières, les perturbations des activités d'exploitation, les changements climatiques, l'incapacité à recruter et à retenir du personnel qualifié, les brèches de sécurité informatique ou autres menaces de cybersécurité, les fluctuations des taux de change des devises, la capacité de la Société à se procurer des capitaux, ainsi que les facteurs et hypothèses auxquels on réfère dans le présent document ainsi que dans les documents d'information continue déposés par la Société. La direction de la Société décline toute responsabilité de mettre à jour ou de réviser les déclarations de nature prospective afin de refléter de nouvelles informations, des événements futurs ou d'autres changements survenant après la date des présentes, à moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables.

Les états financiers condensés consolidés intermédiaires non audités de la Société sont présentés en dollars canadiens et sont établis conformément aux Normes internationales d'information financière telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IFRS ») et le Manuel des Comptables Professionnels Agréés du Canada (« CPA Canada »), Comptabilité – Partie 1, applicables pour l'établissement d'états financiers intermédiaires, incluant notamment, IAS 34, *Information financière intermédiaire*. À moins d'indication contraire, tous les montants mentionnés dans le présent rapport sont en dollars canadiens.

Le présent rapport de gestion contient également des mesures financières non conformes aux PCGR, des ratios non conformes aux PCGR ainsi que d'autres mesures financières qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures et des ratios du même type présentés par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR, les ratios non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et

présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

Il est possible d'obtenir des renseignements supplémentaires, notamment la notice annuelle, les rapports trimestriels et annuels de la Société, ainsi que des documents additionnels en visitant le site Web de SEDAR+ au www.sedarplus.ca. Les communiqués de presse et d'autres renseignements sont également disponibles à la section Investisseurs du site Web de la Société au www.stella-jones.com.

NOS ACTIVITÉS

Stella-Jones est un chef de file nord-américain dans la fabrication de produits en bois traité sous pression, axé sur le soutien aux infrastructures essentielles qui assurent la distribution et le transport d'électricité, ainsi que l'exploitation et l'entretien des systèmes de transport ferroviaire. La Société fournit des poteaux en bois aux grandes sociétés de services publics d'électricité et entreprises de télécommunications du continent, ainsi que des traverses de chemin de fer et des poutres aux exploitants nord-américains de chemin de fer de catégorie 1, de courtes lignes et de voies ferrées commerciales. La Société soutient aussi les infrastructures avec des produits industriels, notamment du bois pour les ponts ferroviaires et les passages à niveau, des pilotis pour constructions maritimes, des pieux pour fondations, du bois de construction et des produits à base de goudron de houille. La Société se consacre également à la fabrication de bois d'œuvre traité de première qualité et d'accessoires à usage résidentiel qu'elle distribue auprès de détaillants canadiens et américains en vue d'applications extérieures. Une part importante de ce secteur d'activité consiste à desservir une clientèle canadienne par l'entremise de son réseau national de fabrication et de distribution.

La croissance interne et les acquisitions stratégiques réalisées par la Société lui ont permis d'étendre son réseau nord-américain en élargissant son offre de produits et sa capacité de production, de renforcer la solidité et la fiabilité de son approvisionnement en matières premières et d'améliorer la qualité des services offerts aux clients. Cette stratégie a contribué au développement de relations étroites et durables avec la clientèle partout en Amérique du Nord et a élargi l'accès à des fournisseurs clés. Elle a également permis à la Société de renforcer davantage la vaste expertise de son équipe de gestionnaires chevronnés dans l'ensemble des divisions d'un bout à l'autre de l'Amérique du Nord.

La capacité démontrée de Stella-Jones à livrer des résultats robustes sert d'assise à la génération de flux de trésorerie solides qui permettent à la Société de réinvestir continuellement dans son réseau et de remettre du capital aux actionnaires par le biais d'augmentations régulières des dividendes et de rachats d'actions.

La Société exploite 45 usines de traitement du bois et une distillerie de goudron de houille. Ces installations sont réparties à travers le Canada et les États-Unis et sont complétées par un vaste réseau d'approvisionnement et de distribution. En date du 30 juin 2024, les effectifs de la Société s'élevaient à plus de 3 000 employés.

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : SJ).

NOTRE MISSION

Stella-Jones vise à être le chef de file au chapitre de la performance dans les secteurs d'activité où elle est présente, en plus d'être un citoyen corporatif exemplaire, qui agit avec intégrité et respecte des normes rigoureuses en matière de considérations environnementales, sociales et de gouvernance.

Stella-Jones s'est engagée à fournir à ses employés un milieu de travail sécuritaire, respectueux de l'individu, inclusif et stimulant et également à récompenser la recherche de solutions, l'esprit d'initiative et la poursuite d'un rendement toujours meilleur.

C'est en priorisant la satisfaction de la clientèle, les pratiques de travail innovantes et l'optimisation de ses ressources ainsi qu'en investissant dans ses effectifs au moyen de la formation et du développement qui favoriseront l'avancement professionnel dans l'ensemble de l'organisation que Stella-Jones entend atteindre ces objectifs.

NOTRE STRATÉGIE

La stratégie de Stella-Jones vise à soutenir sa position de chef de file dans ses principales catégories de produits et dans ses marchés clés, grâce à la croissance interne, l'efficacité de son réseau, l'innovation et la réalisation d'acquisitions rentables. La Société demeure à l'affût d'opportunités liées aux infrastructures ainsi que d'autres occasions stratégiques afin de tirer parti de son vaste réseau, de sa clientèle bien établie, de son approvisionnement en fibre et de ses nombreux avantages concurrentiels, et qui contribueront également à sa capacité à générer des flux de trésorerie soutenus.

La Société intègre les considérations environnementales, sociales et de gouvernance dans ses décisions d'affaires quotidiennes et ses stratégies, reconnaissant que la prise en compte de ces facteurs la rendra plus résiliente, agile et durable.

Gestion du capital

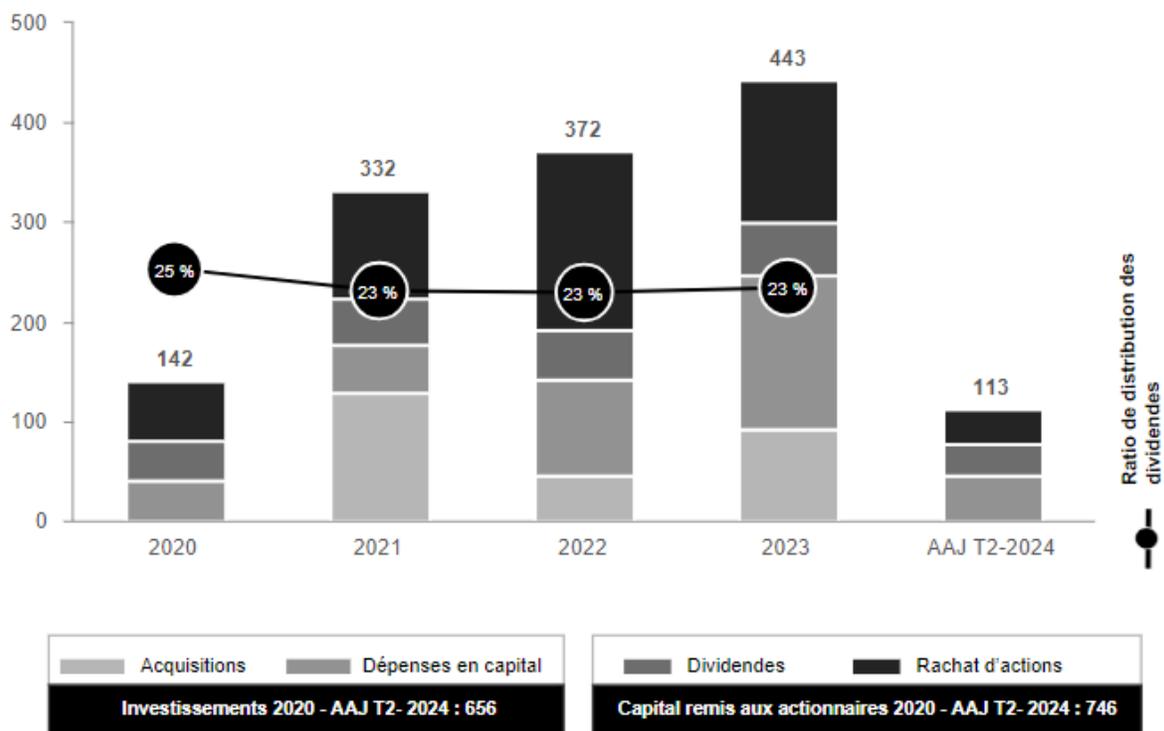
La stratégie d'affectation des capitaux de la Société met à profit la robustesse de ses flux de trésorerie générés de manière constante tout en améliorant sa stabilité à long terme ainsi que la création de valeur pour les actionnaires. Afin de maintenir la solidité et la flexibilité financières de la Société, les capitaux sont affectés de manière disciplinée en conservant un équilibre entre les investissements dans la croissance et la remise de capital aux actionnaires.

La stratégie actuelle de la Société consiste à :

- Investir de 65 à 75 millions \$ annuellement dans les dépenses en immobilisations afin de maintenir la qualité et la fiabilité de ses actifs, d'assurer la sécurité de ses employés, d'améliorer la productivité et de poursuivre des initiatives environnementales et de développement durable;
- Procéder à des investissements supplémentaires de 35 millions \$ de 2024 à 2025 dans le but d'achever le programme de dépenses en immobilisations de croissance pour la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics, portant ainsi le montant total à environ 130 millions \$ au cours de la période 2022 à 2025;
- Réaliser des acquisitions rentables liées aux infrastructures qui renforceront le positionnement stratégique de la Société et contribueront à la croissance des résultats dans le futur;
- Maintenir le versement durable de dividendes, avec comme objectif un niveau correspondant à une fourchette de 20 % à 30 % du résultat par action déclaré du précédent exercice; et
- Remettre aux actionnaires l'excédent de capital par le biais du rachat d'actions.

Dans le cadre de sa stratégie d'affectation des capitaux, Stella-Jones cherche à maintenir un ratio de la dette nette sur le BAIIA de 2,0 x à 2,5 x, mais la Société pourrait dévier de cette cible pour réaliser des acquisitions et saisir d'autres opportunités stratégiques, et/ou financer ses besoins saisonniers en fonds de roulement.

L'affectation des capitaux de la Société depuis 2020 se résume comme suit :
 (en millions \$, à l'exception des %)



OBJECTIFS FINANCIERS POUR LES EXERCICES 2023 À 2025

(en millions \$, sauf les pourcentages et les ratios)	Objectifs financiers 2023-2025 ¹	12 derniers mois T2 2024
Ventes	> 3 600 \$	3 461 \$
Marge du BAIIA ²	16 %	19,3 %
Remise de capital aux actionnaires : cumulatif	> 500 \$	262 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ^{2,3}	2,0 x à 2,5 x	2,5 x

CROISSANCE DES VENTES ET DE LA MARGE DU BAIIA

	Objectifs 2023-2025		
	Ventes	Composition des ventes	BAIIA
<i>Poteaux destinés aux sociétés de services publics</i>	<i>TCAC de 15 %</i>		<i>Marge de 16 % jusqu'en 2025, grâce à la proportion plus importante de la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics à marge plus élevée dans la composition des ventes totales de la Société</i>
<i>Traverses de chemin de fer</i>	<i>Croissance annuelle à un chiffre en bas de la fourchette</i>		
Catégories de produits d'infrastructures	TCAC de 9 %	75 à 80 %	
Bois d'œuvre à usage résidentiel	600 à 650 millions \$ par exercice	< 20 %	
Données consolidées	TCAC des ventes de 6 %		TCAC du BAIIA de 9 %

En se fondant sur la marge du BAIIA dégagée au cours des six premiers mois de l'exercice, la Société s'attend à ce que sa cible de marge annuelle de 16 % soit dépassée en 2024.

Veuillez consulter le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2023 afin d'obtenir de plus amples renseignements et prendre connaissance des hypothèses utilisées pour l'établissement des objectifs financiers pour la période de 2023 à 2025.

¹ Excluant les acquisitions et en supposant que le dollar canadien se négociera, en moyenne, à environ 1,30 \$ CA pour 1,00 \$ US, et que les ventes réalisées aux États-Unis représentent environ 70 % des ventes totales.

² Ratios non conformes aux PCGR qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

³ La Société pourrait dévier de cette cible pour réaliser des acquisitions et saisir d'autres opportunités stratégiques, et/ou financer ses besoins saisonniers en fonds de roulement.

FAITS SAILLANTS

Aperçu général du deuxième trimestre de 2024

Les ventes ont progressé de 8 % au deuxième trimestre de 2024 pour atteindre 1 049 millions \$, comparativement à des ventes de 972 millions \$ lors de la période correspondante du précédent exercice. Si on exclut l'apport de l'acquisition de Baldwin Pole and Piling Company, Inc., Baldwin Pole Mississippi, LLC et Baldwin Pole & Piling, Iowa Corporation (collectivement « Baldwin ») en 2023, ainsi que l'impact positif de la conversion des devises, les ventes ont enregistré une hausse de 54 millions \$, soit 6 %. L'augmentation est attribuable à une croissance de 13 % des ventes générées par les poteaux destinés aux sociétés de services publics, les traverses de chemin de fer et les produits industriels, à savoir les catégories de produits d'infrastructures, en partie contrebalancée par un recul des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que de billots et de bois d'œuvre, comparativement à la même période l'an dernier. Les poteaux destinés aux sociétés de services publics et les traverses de chemin de fer ont profité d'une hausse des volumes et des prix de vente, tandis que les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont subi l'incidence défavorable d'une plus faible demande par rapport à la même période l'an dernier.

Grâce à la forte croissance interne des ventes¹, le résultat d'exploitation a augmenté pour atteindre 168 millions \$ au deuxième trimestre de 2024, comparativement à 149 millions \$ au deuxième trimestre du précédent exercice. De même, le BAIIA¹ a augmenté pour atteindre 200 millions \$, contre 175 millions \$ lors de la période correspondante du précédent exercice, tandis que la marge du BAIIA¹ a augmenté pour passer de 18,0% en 2023 à 19,1 % en 2024.

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2024, Stella-Jones a utilisé les liquidités générées par ses activités d'exploitation de 177 millions \$ pour maintenir la qualité de ses actifs et accroître sa capacité de production, ainsi que pour rembourser sa dette à long terme et remettre du capital aux actionnaires. Au 30 juin 2024, la situation financière de la Société demeurait solide et elle affichait un ratio de la dette nette sur le BAIIA¹ de 2,5 x.

¹ Mesures financières et ratios non conformes aux PCGR qui n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

Faits saillants financiers – Deuxième Trimestre de 2024

Indicateurs clés choisis (en millions de dollars sauf les ratios et les données par action)	Périodes de trois mois closes les 30 juin		Variation (\$)	Variation (%)
	2024	2023		
Résultats d'exploitation				
Ventes	1 049	972	77	8 %
Bénéfice brut ¹	226	200	26	13 %
Marge du bénéfice brut ¹	21,5 %	20,6 %	s.o.	90 pdb
Résultat d'exploitation	168	149	19	13 %
Marge d'exploitation ¹	16,0 %	15,3 %	s.o.	70 pdb
BAIIA ¹	200	175	25	14 %
Marge du BAIIA ¹	19,1 %	18,0 %	s.o.	110 pdb
Résultat net	110	100	10	10 %
Résultat par action (« RPA ») – de base et dilué	1,94	1,72	0,22	13 %
Flux de trésorerie liés aux				
Activités d'exploitation	177	127	50	
Activités de financement	(142)	(71)	(71)	
Activités d'investissement	(35)	(56)	21	
Situation financière	Au 30 juin 2024	Au 31 décembre 2023	Variation (\$)	
Actif courant	2 161	1 947	214	
Stocks	1 658	1 580	78	
Actif total	4 014	3 708	306	
Dette à long terme ²	1 379	1 316	63	
Obligations locatives ²	316	294	22	
Total du passif non courant	1 864	1 672	192	
Capitaux propres	1 821	1 652	169	
Autres données				
Ratio du fonds de roulement ¹	6,57	5,07		
Dette nette sur la capitalisation totale ¹	0,48: 1	0,49: 1		
Dette nette sur le BAIIA ¹	2,5 x	2,6 x		

¹ Ces termes désignés n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

² Incluant la partie courante.

Faits saillants financiers - depuis le début de l'exercice

Indicateurs clés choisis (en millions \$, sauf les ratios et les données par action)	Périodes de six mois closes les 30 juin		Variation (\$)	Variation (%)
	2024	2023		
Résultats d'exploitation				
Ventes	1 824	1 682	142	8 %
Bénéfice brut ¹	398	336	62	18 %
Marge du bénéfice brut ¹	21,8 %	20,0 %	s.o.	180 pdb
Résultat d'exploitation	292	244	48	20 %
Marge d'exploitation ¹	16,0 %	14,5 %	s.o.	150 pdb
BAIIA ¹	356	295	61	21 %
Marge du BAIIA ¹	19,5 %	17,5 %	s.o.	200 pdb
Résultat net	187	160	27	17 %
RPA – de base et dilué	3,30	2,73	0,57	21 %
Flux de trésorerie liés aux				
Activités d'exploitation	115	(5)	120	
Activités de financement	(65)	104	(169)	
Activités d'investissement	(50)	(99)	49	
Autres données				
Rendement sur les capitaux propres moyens ¹	20,6 %	16,8 %	s.o.	380 pdb
Rendement du capital moyen utilisé ¹	15,8 %	14,0 %	s.o.	180 pdb
Dividendes déclarés par action	0,56	0,46	0,10	22 %

¹ Ces termes désignés n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières » du présent rapport de gestion pour obtenir des explications sur les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières utilisées et présentées par la Société, ainsi que les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus directement comparables des PCGR.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Cette rubrique présente des informations requises par le Règlement 52-112 – Information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières à l'égard de « mesures financières déterminées » (telles qu'elles sont définies dans le Règlement).

Les mesures financières non conformes aux PCGR, les ratios non conformes aux PCGR et autres mesures financières décrits ci-après n'ont pas de sens normalisé prescrit par les PCGR. Il est donc peu probable que l'on puisse les comparer à des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La méthode utilisée par la Société pour calculer ces mesures peut différer de celles utilisées par d'autres et, par conséquent, la définition de ces mesures pourrait ne pas être comparable à celle de mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. De plus, les mesures financières non conformes aux PCGR, les ratios non conformes aux PCGR et autres mesures financières ne doivent pas être considérés comme substitut aux informations financières établies conformément aux PCGR.

Les mesures financières non conformes aux PCGR comprennent :

- **La croissance interne des ventes** : les ventes d'une période donnée par rapport aux ventes de la période comparative, excluant l'impact des acquisitions et des fluctuations des taux de change
- **Le bénéfice brut** : les ventes moins le coût des ventes
- **Le BAIIA** : le résultat d'exploitation avant amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des immobilisations incorporelles (aussi appelé le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement)
- **Le capital utilisé** : l'actif total moins le passif courant ne portant pas intérêt
- **Le capital moyen utilisé** : la moyenne sur douze mois du solde du capital utilisé au début de la période de douze mois et des soldes du capital utilisé à la fin de chaque trimestre pendant le reste de la période de douze mois
- **La dette nette** : la somme de la dette à long terme et des obligations locatives (y compris la partie courante)

Les ratios non conformes aux PCGR comprennent :

- **Le pourcentage de croissance interne des ventes** : la croissance interne des ventes divisée par les ventes de la période comparative
- **La marge du bénéfice brut** : le bénéfice brut divisé par les ventes de la période correspondante
- **La marge du BAIIA** : le BAIIA divisé par les ventes de la période correspondante
- **Le rendement du capital moyen utilisé (« RCU »)** : le résultat d'exploitation des 12 derniers mois (DDM) divisé par le capital moyen utilisé
- **La dette nette sur la capitalisation totale** : la dette nette divisée par la somme de la dette nette et des capitaux propres
- **La dette nette sur le BAIIA** : la dette nette divisée par le BAIIA des 12 derniers mois (DDM)

Les autres mesures financières comprennent :

- **La marge d'exploitation** : le résultat d'exploitation divisé par les ventes de la période correspondante
- **Le rendement sur les capitaux propres moyens** : le résultat net des 12 derniers mois (DDM) divisé par les capitaux propres moyens (moyenne du début et de la fin de la période de 12 mois)
- **Le ratio du fonds de roulement** : l'actif courant divisé par le passif courant

La direction considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures financières déterminées constituent de l'information utile pour les investisseurs avertis relativement à la situation financière, aux résultats d'exploitation et aux flux de trésorerie de la Société puisqu'elles fournissent des mesures additionnelles de sa performance. La direction utilise des mesures financières non conformes aux PCGR, des ratios non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières pour faciliter la comparaison de sa performance opérationnelle et financière d'une période à l'autre, établir les budgets annuels, évaluer la capacité de la Société à assumer le service de la dette, à effectuer les dépenses en capital nécessaires et à combler ses besoins en fonds de roulement dans le futur, ainsi que pour évaluer le rendement de la haute direction.

Plus précisément :

- **Croissance interne des ventes et pourcentage de croissance interne des ventes** : La Société utilise ces mesures pour analyser le niveau d'activité en excluant l'incidence des acquisitions et des fluctuations des taux de change, afin de faciliter les comparaisons d'une période à l'autre. La direction estime que ces mesures sont utilisées par les investisseurs et les analystes pour évaluer la performance de la Société.
- **Bénéfice brut et marge du bénéfice brut** : La Société utilise ces mesures financières pour évaluer son rendement opérationnel.
- **BAIIA et marge du BAIIA** : La Société considère que ces mesures constituent de l'information utile pour les investisseurs puisqu'il s'agit de mesures communes dans l'industrie, utilisées par les investisseurs et les analystes pour mesurer la capacité d'une société à assumer le service de la dette et à respecter ses autres obligations de paiement, ou comme une mesure d'évaluation commune. Ces mesures constituent également des indicateurs clés du rendement opérationnel et financier de la Société et sont utilisées pour évaluer la performance de la haute direction.
- **Capital moyen utilisé** : La Société utilise le capital moyen utilisé pour évaluer et suivre les montants de ses investissements dans ses activités.
- **RCU** : La Société utilise le RCU comme un indicateur de rendement pour mesurer l'efficacité de son capital investi et pour évaluer la performance de la haute direction.
- **Dette nette, dette nette sur le BAIIA et dette nette sur la capitalisation totale** : La Société estime que ces mesures sont des indicateurs de l'effet de levier financier de la Société.

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements entre les mesures financières non conformes aux PCGR et les mesures les plus comparables des PCGR.

Rapprochement du résultat d'exploitation avec le BAIIA (en millions \$)	Périodes de trois mois closes les 30 juin		Périodes de six mois closes les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Résultat d'exploitation	168	149	292	244
Dotation aux amortissements	32	26	64	51
BAIIA	200	175	356	295

Rapprochement du capital moyen utilisé (en millions \$)	Au 30 juin 2024	Au 30 juin 2023
Actif total moyen	3 722	3 120
Moins :		
Passif courant moyen	376	320
Plus :		
Partie courante moyenne des obligations locatives	52	41
Partie courante moyenne de la dette à long terme	61	41
Capital moyen utilisé	3 459	2 882
Résultat d'exploitation (DDM)	547	403
RCU	15,8 %	14,0 %

Rapprochement de la dette à long terme avec la dette nette (en millions \$)	Au 30 juin 2024	Au 31 décembre 2023
Dette à long terme incluant la partie courante	1 379	1 316
Plus :		
Obligations locatives incluant la partie courante	316	294
Dette nette	1 695	1 610
BAIIA (DDM)	669	608
Dette nette sur le BAIIA	2,5 x	2,6 x

TAUX DE CHANGE

Le tableau qui suit présente les taux de change moyens et de clôture applicables aux trimestres de Stella-Jones pour les exercices 2024 et 2023. Les taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes et les dépenses des périodes visées, tandis que les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs des établissements étrangers ainsi que les actifs et passifs monétaires des opérations canadiennes libellés en dollars américains.

Taux \$ US/\$ CA	2024		2023	
	Moyen	Clôture	Moyen	Clôture
Premier trimestre	1,35	1,36	1,35	1,35
Deuxième trimestre	1,37	1,37	1,34	1,32
Troisième trimestre			1,34	1,35
Quatrième trimestre			1,36	1,32
Exercice			1,35	1,32

- Taux moyen : L'appréciation de la valeur du dollar américain, par rapport au dollar canadien, au cours du deuxième trimestre de 2024, comparativement au deuxième trimestre de 2023, a eu un impact positif sur les ventes et une incidence négative sur le coût des ventes.
- Taux de clôture : L'appréciation de la valeur du dollar américain, par rapport au dollar canadien, au 30 juin 2024, comparativement au 31 décembre 2023, a entraîné une hausse de la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Ventes

Les ventes au deuxième trimestre de 2024 ont atteint 1 049 millions \$, en hausse de 77 millions \$ par rapport aux ventes de 972 millions \$ réalisées lors de la période correspondante du précédent exercice. Si on exclut l'apport de 11 millions \$ de l'acquisition des actifs de Baldwin en 2023, ainsi que l'effet de conversion des devises de 12 millions \$, les ventes de bois traité sous pression ont augmenté de 61 millions \$, soit 6 %, tandis que les ventes de billots et de bois d'œuvre ont diminué de sept millions \$, ou 22 %. Les ventes des poteaux destinés aux sociétés de services publics, des traverses de chemin de fer et des produits industriels, à savoir les catégories de produits d'infrastructures, ont enregistré une croissance interne de 90 millions \$, soit 13 %, tandis que les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont reculé de 29 millions \$, ou 11 %. L'accroissement des volumes et des prix de vente des poteaux destinés aux sociétés de services publics et des traverses de chemin de fer a été en partie contrebalancé par une baisse des volumes de vente de bois d'œuvre à usage résidentiel. Le recul des ventes de billots et de bois d'œuvre est en grande partie attribuable à une diminution du niveau d'activité de vente de billots par rapport au deuxième trimestre du précédent exercice.

Ventes (en millions \$, sauf les pourcentages)	Poteaux destinés aux sociétés de services publics	Traverses de chemin de fer	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels	Total du bois traité sous pression	Billots et bois d'œuvre	Ventes consolidées
T2-23	388	238	271	43	940	32	972
Acquisitions	11	—	—	—	11	—	11
Incidence des taux de change	7	4	1	—	12	—	12
Croissance interne	64	23	(29)	3	61	(7)	54
T2-24	470	265	243	46	1 024	25	1 049
Croissance interne %	16 %	10 %	(11 %)	7 %	6 %	(22 %)	6 %

Pour les six premiers mois de 2024, les ventes se sont élevées à 1 824 millions \$, contre 1 682 millions \$ lors de la période correspondante du précédent exercice, grâce à une croissance de 12 % des ventes des catégories de produits d'infrastructures, qui exclut l'apport de 25 millions \$ de l'acquisition des actifs de Baldwin, ainsi que l'effet de conversion des devises de 12 millions \$. L'augmentation est attribuable aux ventes de bois traité sous pression qui ont progressé de 116 millions \$, soit 7 %, tandis que les ventes de billots et de bois d'œuvre ont diminué de 11 millions \$, ou 19 %. La croissance des ventes de bois traité sous pression découle de prix de vente favorables pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics et les traverses de chemin de fer, ainsi que d'une hausse des volumes de traverses de chemin de fer, en partie contrebalancés par une baisse des volumes de bois d'œuvre à usage résidentiel. Le recul des ventes de billots et de bois d'œuvre, par rapport à la même période l'an dernier, est en grande partie attribuable à une baisse des ventes de billots et à une diminution de l'activité de négociation de bois d'œuvre.

Ventes (en millions \$, sauf les pourcentages)	Poteaux destinés aux sociétés de services publics	Traverses de chemin de fer	Bois d'œuvre à usage résidentiel	Produits industriels	Total du bois traité sous pression	Billots et bois d'œuvre	Ventes consolidées
Six premiers mois de l'exercice 2023	750	433	361	79	1 623	59	1 682
Acquisitions	25	—	—	—	25	—	25
Incidence des taux de change	7	4	1	—	12	—	12
Croissance interne	90	55	(32)	3	116	(11)	105
Six premiers mois de l'exercice 2024	872	492	330	82	1 776	48	1 824
Croissance interne %	12 %	13 %	(9 %)	4 %	7 %	(19 %)	6 %

Poteaux destinés aux sociétés de services publics

Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont augmenté pour atteindre 470 millions \$ au deuxième trimestre de 2024, comparativement aux ventes de 388 millions \$ réalisées lors de la période correspondante en 2023. Si on exclut l'apport de l'acquisition des actifs de Baldwin, ainsi que l'effet de conversion des devises, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont augmenté de 64 millions \$, soit 16 %, grâce à la hausse des prix de vente et à un accroissement des volumes résultant essentiellement d'engagements supplémentaires obtenus auprès de clients nouveaux et actuels. Les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics ont représenté 45 % des ventes de la Société au deuxième trimestre.

Pour les six premiers mois de 2024, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics se sont élevées à 872 millions \$, contre 750 millions \$ lors de la période correspondante du précédent exercice. Si on exclut l'apport de l'acquisition ainsi que l'effet de conversion des devises, les ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics affichent une progression de 90 millions \$, soit 12 %, attribuable en grande partie à des hausses des prix de vente.

Traverses de chemin de fer

Les ventes de traverses de chemin de fer ont progressé de 27 millions \$ au deuxième trimestre de 2024 pour se chiffrer à 265 millions \$, comparativement aux ventes de 238 millions \$ réalisées lors de la même période l'an dernier. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de traverses de chemin de fer ont augmenté de 23 millions \$, ou 10 %, grâce essentiellement à des volumes plus élevés réalisés auprès des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1 en raison de la reconstitution des stocks de traverses, ainsi qu'à l'augmentation des prix de vente, en partie contrebalancés par une diminution des volumes réalisés auprès des exploitants de chemins de fer de catégorie 1. Les ventes de traverses de chemin de fer ont représenté 25 % des ventes de la Société au deuxième trimestre.

Pour les six premiers mois de 2024, les ventes de traverses de chemin de fer se sont chiffrées à 492 millions \$, comparativement à 433 millions \$ lors de la période correspondante du précédent exercice. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de traverses de chemin de fer ont progressé de 55 millions \$, soit 13 %, en raison des volumes plus élevés réalisés auprès des clients autres que les exploitants de chemins de fer de catégorie 1, ainsi que de l'augmentation des prix de vente, en partie pour couvrir la hausse des coûts de la fibre.

Bois d'œuvre à usage résidentiel

Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont reculé de 28 millions \$ pour s'établir à 243 millions \$ au deuxième trimestre de 2024, comparativement à des ventes de 271 millions \$ lors de la période correspondante du précédent exercice. Ce recul est principalement attribuable à une diminution des volumes de vente résultant d'une plus faible demande. Les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont représenté 23 % des ventes de la Société au deuxième trimestre.

Pour les six premiers mois de 2024, les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel se sont chiffrées à 330 millions \$, contre 361 millions \$ lors de la période correspondante l'an dernier. Si on exclut l'effet de conversion des devises, les ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ont reculé de 9 %, en raison d'une diminution des volumes et de la baisse des prix du bois d'œuvre sur le marché, par rapport à la même période l'an dernier.

Produits industriels

Les ventes de produits industriels se sont élevées à 46 millions \$ au deuxième trimestre de 2024, comparativement à 43 millions \$ lors de la période correspondante du précédent exercice. L'augmentation de trois millions \$ est en grande partie attribuable à l'accroissement des volumes. Les ventes de produits industriels ont représenté 4 % des ventes de la Société au deuxième trimestre.

Pour les six premiers mois de 2024, les ventes de produits industriels ont atteint 82 millions \$, comparativement à

des ventes de 79 millions \$ lors de la période correspondante l'an dernier, ce qui représente une progression de 4 %.

Billots et bois d'œuvre

Les ventes dans la catégorie des billots et du bois d'œuvre se sont élevées à 25 millions \$ au deuxième trimestre de 2024, comparativement à celles de 32 millions \$ effectuées lors de la même période en 2023. Dans le cadre de ses activités d'approvisionnement en billots pour ses poteaux destinés aux sociétés de services publics et de bois d'œuvre pour son programme de bois d'œuvre à usage résidentiel, des billots inadéquats pour être utilisés comme poteaux destinés aux sociétés de services publics ainsi que du bois d'œuvre excédentaire sont obtenus et revendus. Le recul des ventes par rapport au deuxième trimestre du précédent exercice est essentiellement attribuable à une diminution du niveau d'activité de vente de billots. Les ventes de billots et de bois d'œuvre ont représenté 3 % des ventes de la Société au deuxième trimestre.

Pour les six premiers mois de 2024, les ventes de billots et de bois d'œuvre se sont chiffrées à 48 millions \$, en recul par rapport aux ventes de 59 millions \$ réalisées lors de la même période l'an dernier, en raison essentiellement d'une baisse des ventes de billots et d'une diminution de l'activité de négociation de bois d'œuvre.

Répartition géographique des ventes

Les ventes réalisées aux États-Unis se sont élevées à 707 millions \$, soit 67 % des ventes au deuxième trimestre de 2024, en hausse de 54 millions \$, ou 8 %, par rapport aux ventes de 653 millions \$ réalisées lors de la même période l'an dernier. La progression s'explique par la croissance interne des ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics, de traverses de chemin de fer et de produits industriels. Les ventes réalisées au deuxième trimestre de 2024 ont également bénéficié de l'apport de l'acquisition des actifs de Baldwin, ainsi que de l'appréciation de la valeur du dollar US par rapport au dollar canadien, comparativement au deuxième trimestre de 2023. Pour les six premiers mois de 2024, les ventes réalisées aux États-Unis se sont élevées à 1 308 millions \$, en hausse par rapport à celles de 1 225 millions \$ effectuées lors de la même période l'an dernier.

Les ventes effectuées sur le marché canadien se sont chiffrées à 342 millions \$, soit 33 % des ventes au deuxième trimestre de 2024, en hausse de 23 millions \$, ou 7 %, par rapport aux ventes de 319 millions \$ réalisées au deuxième trimestre du précédent exercice. L'augmentation est attribuable à la croissance interne des ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics et de traverses de chemin de fer, en partie contrebalancée par un recul des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que de billots et de bois d'œuvre. Pour les six premiers mois de 2024, les ventes effectuées au Canada se sont chiffrées à 516 millions \$, en hausse par rapport à 457 millions \$ lors de la même période l'an dernier.

Coût des ventes

Le coût des ventes, incluant l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des immobilisations incorporelles, s'est élevé à 823 millions \$, soit 78,5 % des ventes au deuxième trimestre de 2024. En comparaison, le coût des ventes s'était établi à 772 millions \$, ou 79,4 % des ventes lors de la période correspondante du précédent exercice. L'augmentation, en dollars absolus, résulte de la hausse des coûts des intrants en grande partie attribuable à l'augmentation des coûts de la fibre pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics et les traverses de chemin de fer et à un accroissement des volumes de produits d'infrastructures, de même qu'aux coûts des ventes supplémentaires attribuables aux actifs acquis de Baldwin, ainsi qu'à l'incidence de l'appréciation du dollar US. Ces facteurs ont été en partie contrebalancés par une baisse des volumes de bois d'œuvre à usage résidentiel ainsi que de billots et de bois d'œuvre. Exprimée en pourcentage des ventes, l'amélioration du coût des ventes est attribuable à une composition des ventes plus avantageuse.

La dotation aux amortissements totale s'est élevée à 32 millions \$ au deuxième trimestre de 2024, dont 28 millions \$ ont été comptabilisés dans le coût des ventes. Lors de la période correspondante du précédent exercice, la dotation aux amortissements totale s'était chiffrée à 26 millions \$, dont 22 millions \$ avaient été comptabilisés dans le coût des ventes. L'augmentation s'explique en grande partie par l'amortissement d'actifs supplémentaires au titre du droit d'utilisation et de nouveaux projets d'immobilisation.

Pour les six premiers mois de 2024, le coût des ventes, incluant l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des immobilisations incorporelles, s'est établi à 1 426 millions \$, soit 78,2 % des ventes. En comparaison, le coût des ventes s'était établi à 1 346 millions \$, ou 80,0 % des ventes, en 2023. La dotation aux amortissements totale s'est élevée à 64 millions \$ en 2024, dont 56 millions \$ ont été comptabilisés dans le coût des ventes, comparativement à une dotation aux amortissements totale de 51 millions \$ lors de la même période en 2023, dont 43 millions \$ avaient été comptabilisés dans le coût des ventes.

Bénéfice brut

Le bénéfice brut s'est établi à 226 millions \$ au deuxième trimestre de 2024, comparativement à 200 millions \$ lors de la période correspondante du précédent exercice, ce qui représente des marges respectives de 21,5 % et 20,6 % des ventes. L'augmentation du bénéfice brut, en dollars absolus, résulte en grande partie de prix de vente favorables pour les poteaux destinés aux sociétés de services publics et les traverses de chemin de fer. Exprimé en pourcentage des ventes, le bénéfice brut a également profité d'une composition des ventes plus avantageuse, portée notamment par la forte croissance des ventes de poteaux destinés aux sociétés de services publics et la proportion relative moins importante des ventes de bois d'œuvre à usage résidentiel.

Pour les six premiers mois de 2024, le bénéfice brut s'est chiffré à 398 millions \$, soit 21,8 % des ventes, comparativement à 336 millions \$, ou 20,0 % des ventes lors de la période correspondante du précédent exercice.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration au deuxième trimestre de 2024 se sont élevés à 56 millions \$, comparativement à 48 millions \$ lors de la même période l'an dernier, incluant une dotation aux amortissements de quatre millions \$ au deuxième trimestre de 2024 et au deuxième trimestre de 2023. L'augmentation des frais de vente et d'administration est attribuable à une hausse de la charge de rémunération de cinq millions \$, y compris une augmentation de la rémunération variable de deux millions \$, ainsi qu'à une hausse des honoraires de consultation. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration, excluant la dotation aux amortissements, ont représenté 5,0 % des ventes au deuxième trimestre de 2024, comparativement à 4,5 % lors de la période correspondante du précédent exercice.

Pour les six premiers mois de 2024, les frais de vente et d'administration se sont chiffrés à 103 millions \$, contre 89 millions \$ lors de la même période l'an dernier, incluant une dotation aux amortissements de huit millions \$ en 2024 et en 2023. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration, excluant la dotation aux amortissements, ont représenté 5,2 % des ventes en 2024, comparativement à 4,8 % en 2023.

Autres pertes, montant net

Le montant net des autres pertes au deuxième trimestre et pour les six premiers mois des exercices 2023 et 2024 est principalement constitué de provisions pour restauration de sites.

Charges financières

Les charges financières se sont chiffrées à 20 millions \$ au deuxième trimestre de 2024, en hausse par rapport aux charges de 16 millions \$ engagées lors de la période correspondante du précédent exercice. L'augmentation des charges financières est attribuable à un niveau d'endettement plus élevé, essentiellement pour soutenir la croissance de la Société, ainsi qu'à des taux d'intérêt moyens plus élevés.

Pour les six premiers mois de 2024, les charges financières se sont élevées à 42 millions \$, en hausse par rapport à celles de 30 millions \$ engagées lors de la même période l'an dernier.

Résultat avant impôts et charge d'impôts

Au deuxième trimestre de 2024, le résultat avant impôts s'est élevé à 148 millions \$, contre 133 millions \$ lors de la période correspondante l'an dernier. La charge d'impôts sur le résultat a totalisé 38 millions \$, comparativement à 33 millions \$ en 2023, ce qui représente un taux d'imposition effectif d'environ 26 % au deuxième trimestre de 2024 et de 25 % lors de la même période l'an dernier. La hausse du taux d'imposition effectif au deuxième trimestre de 2024 est principalement attribuable à l'évolution de la provenance des bénéfices imposables générés par la Société au sein des différents territoires où elle exerce des activités.

Pour la période de six mois close le 30 juin 2024, le résultat avant impôts s'est établi à 250 millions \$, contre 214 millions \$ lors de la période correspondante de 2023. La charge d'impôts a totalisé 63 millions \$, comparativement à 54 millions \$ lors de la même période l'an dernier, ce qui représente un taux d'imposition effectif d'environ 25 % pour les deux périodes.

Résultat net

Le résultat net pour le deuxième trimestre de 2024 s'est élevé à 110 millions \$, soit 1,94 \$ par action, comparativement à un résultat net de 100 millions \$, ou 1,72 \$ par action, lors de la période correspondante en 2023.

Pour les six premiers mois de 2024, le résultat net s'est chiffré à 187 millions \$, soit 3,30 \$ par action, comparativement à un résultat net de 160 millions \$, ou 2,73 \$ par action, lors de la même période l'an dernier.

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Les ventes de la Société suivent une tendance saisonnière. Les expéditions de poteaux destinés aux sociétés de services publics, de traverses de chemin de fer et de produits industriels sont plus élevées au cours des deuxième et troisième trimestres afin d’approvisionner en produits les utilisateurs industriels pour leurs projets d’entretien estivaux. Les ventes de bois d’œuvre à usage résidentiel suivent une tendance saisonnière semblable. À l’automne et à l’hiver, on observe une diminution de l’activité; par conséquent, les premier et quatrième trimestres affichent généralement des niveaux de ventes relativement moins élevés. Le tableau qui suit présente certaines données financières choisies des dix derniers trimestres de la Société :

2024

Pour les trimestres clos les (en millions \$, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	775	1 049			
Résultat d’exploitation	124	168			
BAIIA	156	200			
Résultat net de la période	77	110			
RPA – de base et dilué	1,36	1,94			

2023

Pour les trimestres clos les (en millions \$, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	710	972	949	688	3 319
Résultat d’exploitation	95	149	166	89	499
BAIIA	120	175	193	120	608
Résultat net de la période	60	100	110	56	326
RPA – de base et dilué ¹	1,03	1,72	1,91	0,98	5,62

2022

Pour les trimestres clos les (en millions \$, sauf le RPA)	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	Total
Ventes	651	907	842	665	3 065
Résultat d’exploitation	67	133	98	61	359
BAIIA	88	154	119	87	448
Résultat net de la période	46	94	65	36	241
RPA – de base et dilué ¹	0,73	1,51	1,07	0,61	3,93

¹ Les chiffres étant arrondis, la somme des RPA trimestriels peut ne pas correspondre exactement au total présenté pour l’ensemble de l’exercice.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Du fait que la majorité des actifs et des passifs de la Société sont libellés en dollars américains, les fluctuations des taux de change peuvent avoir un impact important sur leur valeur. L'appréciation de la valeur du dollar américain, par rapport au dollar canadien, au 30 juin 2024, comparativement au 31 décembre 2023 (veuillez consulter la rubrique intitulée « Taux de change »), a entraîné une augmentation de la valeur des actifs et des passifs libellés en dollars américains, après conversion en dollars canadiens.

Actif

Au 30 juin 2024, le total de l'actif s'élevait à 4 014 millions \$, contre 3 708 millions \$ au 31 décembre 2023. L'augmentation du total de l'actif est en grande partie attribuable à une hausse de l'actif courant et des immobilisations corporelles, ainsi qu'à l'incidence de la conversion des devises sur les actifs libellés en dollars américains. Veuillez noter que le tableau qui suit fournit des informations sur les actifs tirées de rubriques sélectionnées des états condensés consolidés intermédiaires de la situation financière.

Actif (en millions \$)	Au 30 juin 2024	Au 31 décembre 2023	Variation
Créances	444	308	136
Stocks	1 658	1 580	78
Autres	59	59	—
Total de l'actif courant	2 161	1 947	214
Immobilisations corporelles	962	906	56
Actifs au titre du droit d'utilisation	305	285	20
Immobilisations incorporelles	167	169	(2)
Goodwill	387	375	12
Autres	32	26	6
Total de l'actif non courant	1 853	1 761	92
Total de l'actif	4 014	3 708	306

Les créances se chiffraient à 444 millions \$ au 30 juin 2024, comparativement à 308 millions \$ au 31 décembre 2023. L'augmentation est en grande partie attribuable à l'accroissement normal de la demande saisonnière au deuxième trimestre, par rapport au quatrième trimestre de 2023. Dans le cours normal des affaires, la Société a conclu des facilités avec certaines institutions financières aux termes desquelles elle peut vendre, sans recours de crédit, des créances clients admissibles aux institutions financières concernées. Les créances sont comptabilisées après déduction des créances clients vendues durant l'exercice.

Les stocks s'élevaient à 1 658 millions \$ au 30 juin 2024, en hausse comparativement à 1 580 millions \$ au 31 décembre 2023. L'augmentation des stocks est en grande partie attribuable à la hausse du coût moyen des stocks, ainsi qu'à l'effet de conversion des devises sur les stocks libellés en dollars US, en partie contrebalancés par la baisse saisonnière des niveaux de stocks.

Compte tenu des longues périodes de temps nécessaires pour sécher le bois à l'air libre, qui peuvent parfois faire en sorte qu'il s'écoulera plus de neuf mois avant qu'une vente soit conclue, les stocks constituent un élément important du fonds de roulement et la rotation des stocks est relativement faible. De plus, des stocks importants de matières premières et de produits finis sont nécessaires à certains moments de l'année afin de soutenir la catégorie du bois d'œuvre à usage résidentiel. Les solides relations d'affaires qu'entretient la Société avec ses clients et les contrats à long terme qui en découlent lui permettent de mieux déterminer les besoins en stocks. La direction surveille continuellement les niveaux des stocks et la demande du marché pour ses produits. La production est ajustée en conséquence afin d'optimiser le rendement et l'utilisation de la capacité.

Les immobilisations corporelles s'élevaient à 962 millions \$ au 30 juin 2024, comparativement à 906 millions \$ au 31 décembre 2023. L'augmentation s'explique par l'acquisition d'immobilisations corporelles d'un montant de 56 millions \$ au cours des six premiers mois de 2024, dont 19 millions \$ de dépenses en capital de croissance pour la catégorie des poteaux destinés aux sociétés de services publics, ainsi que par l'effet de conversion des devises sur les immobilisations corporelles libellées en dollars US, en partie contrebalancés par une dotation aux amortissements de 23 millions \$ pour la période.

Les actifs au titre du droit d'utilisation se chiffraient à 305 millions \$ au 30 juin 2024, comparativement à 285 millions \$ au 31 décembre 2023. L'augmentation est attribuable aux ajouts d'actifs au titre du droit d'utilisation, essentiellement un terrain et du matériel roulant, d'un montant de 44 millions \$, ainsi qu'à l'effet de conversion des devises sur les actifs au titre du droit d'utilisation libellés en dollars US, contrebalancés par une dotation aux amortissements de 32 millions \$ pour la période.

Les montants des immobilisations incorporelles et du goodwill atteignaient respectivement 167 millions \$ et 387 millions \$ au 30 juin 2024. Les immobilisations incorporelles sont principalement composées des relations clients, d'un enregistrement pour la créosote et des coûts d'acquisition de logiciels. Au 31 décembre 2023, les immobilisations incorporelles et le goodwill se chiffraient respectivement à 169 millions \$ et 375 millions \$. La diminution des immobilisations incorporelles est principalement attribuable à une dotation aux amortissements de neuf millions \$, en partie contrebalancée par des dépenses en logiciels de trois millions \$, ainsi que par l'effet de conversion des devises sur les immobilisations incorporelles libellées en dollars US. L'augmentation du goodwill s'explique par l'effet de conversion des devises sur le goodwill libellé en dollars US.

Passif

Au 30 juin 2024, le total du passif de Stella-Jones atteignait 2 193 millions \$, en hausse par rapport à 2 056 millions \$ au 31 décembre 2023. L'augmentation du total du passif résulte principalement d'une hausse de la dette à long terme et de l'effet de conversion des devises sur la dette à long terme libellée en dollars US. Veuillez noter que le tableau qui suit fournit des informations sur les passifs tirées de rubriques sélectionnées des états condensés consolidés intermédiaires de la situation financière.

Passif (en millions \$)	Au 30 juin 2024	Au 31 décembre 2023	Variation
Comptes créditeurs et charges à payer	231	204	27
Partie courante de la dette à long terme	1	100	(99)
Partie courante des obligations locatives	58	54	4
Autres	39	26	13
Total du passif courant	329	384	(55)
Dette à long terme	1 378	1 216	162
Obligations locatives	258	240	18
Passifs d'impôt différé	183	175	8
Autres	45	41	4
Total du passif non courant	1 864	1 672	192
Total du passif	2 193	2 056	137

Le passif courant s'élevait à 329 millions \$ au 30 juin 2024, contre 384 millions \$ au 31 décembre 2023. Cette variation résulte principalement du remboursement du billet de premier rang non garanti de 75 millions \$ US, classé comme partie courante de la dette à long terme au 31 décembre 2023.

Dette à long terme

La dette à long terme de la Société, y compris la partie courante, se chiffrait à 1 379 millions \$ au 30 juin 2024, comparativement à 1 316 millions \$ au 31 décembre 2023, comme il est expliqué ci-après. L'augmentation est

attribuable aux emprunts nets de 32 millions \$, effectués au cours de la période, ainsi qu'à l'effet de conversion des devises sur la dette à long terme libellée en dollars US de 31 millions \$.

Dette à long terme (en millions \$)	Au 30 juin 2024	Au 31 décembre 2023
Facilités de crédit rotatif non garanties	726	750
Facilités de prêt à terme non garanties	547	364
Billets de premier rang non garantis	103	198
Autres	3	4
Total de la dette à long terme	1 379	1 316

En 2024, la Société a modifié et mis à jour sa convention de crédit syndiquée dans le but, entre autres, i) d'augmenter le montant disponible aux termes de la facilité de crédit rotatif non garantie pour le faire passer de 400 millions \$ US à 600 millions \$ US; ii) de séparer la facilité de crédit rotatif non garantie en deux tranches assorties des échéances suivantes : une tranche de 475 millions \$ US dont la date d'échéance est le 27 février 2028, et une tranche de 125 millions \$ US dont la date d'échéance est le 27 février 2026; et iii) d'augmenter le niveau requis du ratio de la dette nette sur le BAIIA pour le porter à 3,75:1,00. La convention de crédit syndiquée amendée inclut également un renouvellement de la disposition accordéon existante qui permet à la Société d'augmenter le montant jusqu'à concurrence de 300 millions \$ US, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

Au 30 juin 2024, la Société avait un montant total disponible de 272 millions \$ (199 millions \$ US) aux termes de ses facilités de crédit, incluant des liquidités disponibles de 113 millions \$, et son ratio de la dette nette sur le BAIIA s'établissait à 2,5 x. La Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette, ses obligations de déclaration et ses ratios financiers au 30 juin 2024.

Capitaux propres

Les capitaux propres s'établissaient à 1 821 millions \$ au 30 juin 2024, comparativement à 1 652 millions \$ au 31 décembre 2023.

Capitaux propres (en millions \$)	Au 30 juin 2024	Au 31 décembre 2023	Variation
Capital-actions	189	189	—
Résultats non distribués	1 450	1 329	121
Cumul des autres éléments du résultat global	182	134	48
Total des capitaux propres	1 821	1 652	169

L'augmentation des capitaux propres au 30 juin 2024 est attribuable à un résultat net de 187 millions \$ et à une augmentation de 48 millions \$ du cumul des autres éléments du résultat global, résultant essentiellement de la conversion des devises des établissements étrangers, en partie contrebalancés par des rachats d'actions d'un montant de 35 millions \$ et la déclaration de dividendes d'un montant de 32 millions \$ pour la période.

Le 6 novembre 2023, la TSX a accepté l'avis d'intention de la Société de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPR ») pour acheter aux fins d'annulation jusqu'à 2 500 000 d'actions ordinaires au cours de la période de 12 mois commençant le 14 novembre 2023 et se terminant le 13 novembre 2024, soit environ 5,0 % de ses actions ordinaires détenues par le public.

Au cours de la période de trois mois close le 30 juin 2024, la Société a racheté 240 490 de ses actions ordinaires à des fins d'annulation pour une contrepartie de 20 millions \$ aux termes de son OPR. Pour la période de six mois close le 30 juin 2024, la Société a racheté aux fins d'annulation 432 883, de ses actions ordinaires, pour une

contrepartie de 35 millions \$. Depuis le début de l'OPR le 14 novembre 2023, la Société a racheté aux fins d'annulation un total de 687 400 actions ordinaires pour une contrepartie de 55 millions \$.

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL

Le tableau qui suit présente un résumé des éléments des flux de trésorerie pour les périodes indiquées :

Résumé des flux de trésorerie (en millions \$)	Périodes de trois mois closes les 30 juin		Périodes de six mois closes les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
	Activités d'exploitation	177	127	115
Activités de financement	(142)	(71)	(65)	104
Activités d'investissement	(35)	(56)	(50)	(99)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	—	—	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie – début de la période	—	—	—	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie – clôture de la période	—	—	—	—

La Société estime que les flux de trésorerie générés par ses activités d'exploitation ainsi que ses facilités de crédit disponibles sont suffisants pour lui permettre de financer ses plans d'entreprise, faire face à ses besoins en fonds de roulement et maintenir ses actifs.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 177 millions \$ au deuxième trimestre de 2024, comparativement à 127 millions \$ lors de la même période en 2023, en raison principalement d'une hausse de la rentabilité, déduction faite des éléments sans effet de trésorerie, de l'évolution favorable du fonds de roulement sans effet de trésorerie et d'une diminution des versements d'impôts sur le résultat. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation, avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés, se sont élevés à 197 millions \$ au deuxième trimestre de 2024, contre 178 millions \$ lors de la période correspondante en 2023. Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont augmenté les liquidités de 29 millions \$ au deuxième trimestre de 2024, en raison principalement de la baisse saisonnière des stocks.

Pour les six premiers mois de 2024, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 115 millions \$, alors qu'elles avaient utilisé des liquidités de cinq millions \$ lors de la période correspondante en 2023. L'augmentation traduit essentiellement une hausse de la rentabilité, déduction faite des éléments sans effet de trésorerie, une évolution favorable du fonds de roulement sans effet de trésorerie ainsi qu'une baisse des versements d'impôts sur le résultat, en partie contrebalancées par une hausse des intérêts versés. Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés, se sont élevés à 356 millions \$ pour les six premiers mois de 2024, comparativement à 300 millions \$ lors de la même période en 2023. Les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie ont réduit les liquidités de 164 millions \$ au cours des six premiers mois de 2024, en raison principalement d'une augmentation des créances qui fait suite à la robustesse saisonnière des ventes au deuxième trimestre, ainsi que d'une hausse des stocks.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation tirées des tableaux condensés consolidés intermédiaires des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (en millions \$)	Périodes de trois mois closes les 30 juin		Périodes de six mois closes les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Résultat net	110	100	187	160
Dotation aux amortissements	32	26	64	51
Charges financières	20	16	42	30
Charge d'impôts sur le résultat	38	33	63	54
Autres	(3)	3	—	5
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation avant les variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie, les intérêts versés et les impôts sur le résultat payés	197	178	356	300
Créances	(44)	(20)	(138)	(123)
Stocks	76	23	(41)	(115)
Autres actifs courants	(13)	(8)	(6)	(10)
Comptes créditeurs et charges à payer	10	22	21	33
Variations des éléments du fonds de roulement sans effet de trésorerie	29	17	(164)	(215)
Intérêts versés	(20)	(14)	(42)	(29)
Impôts sur le résultat payés	(29)	(54)	(35)	(61)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	177	127	115	(5)

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les activités de financement ont réduit les liquidités de 142 millions \$ au deuxième trimestre de 2024. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2024, la Société a réduit de 75 millions \$ ses emprunts nets aux termes de ses facilités de crédit rotatif, versé des dividendes d'un montant de 32 millions \$ et racheté des actions pour un montant de 20 millions \$. Au deuxième trimestre de 2023, les activités de financement avaient réduit les liquidités de 71 millions \$, en raison principalement du versement de dividendes d'un montant de 27 millions \$ et du rachat d'actions pour un montant de 30 millions \$.

Pour les six premiers mois de 2024, les activités de financement ont réduit les liquidités de 65 millions \$, alors qu'elles les avaient augmentées de 104 millions \$ lors de la même période en 2023.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie liés aux activités de financement tirées de rubriques sélectionnées des tableaux condensés consolidés intermédiaires des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement (en millions \$)	Périodes de trois mois closes les 30 juin		Périodes de six mois closes les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Variation nette des facilités de crédit rotatif	(75)	(2)	(34)	215
(Remboursement) produit net tiré de la dette à long terme	—	(1)	66	(1)
Remboursement des obligations locatives	(15)	(12)	(30)	(23)
Dividendes sur les actions ordinaires	(32)	(27)	(32)	(27)
Rachat d'actions ordinaires	(20)	(30)	(35)	(60)
Autres	—	1	—	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(142)	(71)	(65)	104

Flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement

Les activités d'investissement ont nécessité des liquidités de 35 millions \$ au deuxième trimestre de 2024, essentiellement pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, comparativement à 56 millions \$ au deuxième trimestre de 2023.

Pour les six premiers mois de 2024, la Société a investi 50 millions \$, essentiellement pour l'acquisition d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de l'assurance des biens en lien avec un incendie survenu en 2023, à l'une des installations de la Société. En 2023, les activités d'investissement avaient totalisé 99 millions \$ et étaient constituées d'acquisitions d'immobilisations corporelles et des acquisitions d'entreprises réalisées en 2023.

Le tableau qui suit fournit des informations sur les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement tirées des tableaux condensés consolidés intermédiaires des flux de trésorerie.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement (en millions \$)	Périodes de trois mois closes les 30 juin		Périodes de six mois closes les 30 juin	
	2024	2023	2024	2023
Acquisition d'entreprises	—	(20)	—	(33)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(33)	(33)	(56)	(61)
Produit de l'assurance des biens	—	—	10	—
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(2)	(3)	(4)	(5)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(35)	(56)	(50)	(99)

Obligations financières

Le tableau suivant présente les échéances des obligations financières au 30 juin 2024 :

Obligations financières (en millions \$)	Valeur comptable	Flux monétaires contractuels	Moins de 1 an	Années 2 et 3	Années 4 et 5	Plus de 5 ans
Comptes créditeurs et charges à payer	231	231	231	—	—	—
Obligations liées à la dette à long terme *	1 379	1 710	85	327	1 049	249
Paiements minimaux en vertu d'obligations locatives *	316	372	69	117	70	116
Obligations financières	1 926	2 313	385	444	1 119	365

* Comprend les paiements d'intérêts. Les intérêts sur la dette à taux variables sont présumés demeurer inchangés par rapport aux taux en vigueur au 30 juin 2024.

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIONS ET LES OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 30 juin 2024, le capital-actions de la Société était constitué de 56 454 451 actions ordinaires émises et en circulation (56 866 712 au 31 décembre 2023).

Le tableau qui suit présente l'évolution du capital-actions en circulation pour les périodes de trois et six mois closes le 30 juin 2024 :

Nombre d'actions	Période de trois mois close le 30 juin 2024	Période de six mois close le 30 juin 2024
Solde au début de la période	56 684 219	56 866 712
Actions ordinaires rachetées	(240 490)	(432 883)
Options d'achat d'actions exercées	5 000	10 000
Régimes d'achat d'actions des employés	5 722	10 622
Solde à la clôture de la période	56 454 451	56 454 451

Au 5 août 2024, le capital-actions de la Société était constitué de 56 350 539 actions ordinaires émises et en circulation.

Au 30 juin 2024, le nombre d'options en circulation et pouvant être exercées en vue d'acquérir des actions ordinaires émises en vertu du Régime d'options d'achat d'actions de la Société était de 10 000 (20 000 au 31 décembre 2023). Au 5 août 2024, le nombre d'options en circulation et pouvant être exercées était de 10 000.

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Les engagements et éventualités susceptibles d'avoir une incidence sur la Société dans l'avenir demeurent sensiblement les mêmes que ceux indiqués dans le rapport de gestion annuel de la Société contenu dans son rapport annuel 2023.

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Le 6 août 2024, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,28 \$ par action ordinaire, payable le 23 septembre 2024 aux actionnaires inscrits aux registres de la Société à la fermeture des affaires le 3 septembre 2024. Il s'agit d'un dividende admissible.

RISQUES ET INCERTITUDES

Les risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence sur la Société dans le futur demeurent essentiellement les mêmes que ceux indiqués dans le rapport de gestion annuel de la Société contenu dans son rapport annuel 2023.

CONVENTIONS COMPTABLES SIGNIFICATIVES ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Les conventions comptables significatives utilisées par la Société ainsi que les estimations comptables et jugements critiques sont respectivement décrits à la Note 2 et à la Note 3 des états financiers consolidés audités aux 31 décembre 2023 et 2022.

La Société établit ses états financiers condensés consolidés intermédiaires conformément aux IFRS et au Manuel de CPA Canada, Comptabilité – Partie 1.

Pour préparer les états financiers condensés consolidés intermédiaires conformément aux IFRS, la direction doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants comptabilisés de l'actif et du passif ainsi que sur la présentation d'actifs et de passifs éventuels à la date des états financiers, de même que sur le montant des ventes et des charges comptabilisées au cours de la période visée. Les éléments importants qui font l'objet d'estimations et d'hypothèses comprennent la durée d'utilité estimative des actifs, la recouvrabilité des actifs non courants et du goodwill et la détermination de la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris dans le contexte d'une acquisition. La direction fait également des estimations et des hypothèses dans le cadre d'une acquisition d'entreprise, principalement en ce qui concerne les prévisions des ventes, les prévisions des marges et le taux d'actualisation. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et parfois de façon importante. Les estimations sont revues périodiquement et, si nécessaire, des ajustements sont comptabilisés dans l'état condensé consolidé intermédiaire du résultat net de la période au cours de laquelle ils deviennent connus.

Normes comptables pas encore adoptées

Les modifications et la nouvelle norme suivantes ont été publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB ») et n'ont pas encore été adoptées dans le cadre de la préparation des états financiers condensés consolidés intermédiaires.

Modifications d'IFRS 9 et d'IFRS 7

En mai 2024, l'IASB a publié le document *Modifications touchant le classement et l'évaluation des instruments financiers*, qui a modifié IFRS 9 et IFRS 7 afin d'apporter des précisions sur les circonstances dans lesquelles un actif financier ou un passif financier est comptabilisé et décomptabilisé et afin d'introduire un choix de méthode comptable pour la décomptabilisation des passifs financiers réglés au moyen d'un système de paiement électronique avant la date de règlement. Les modifications clarifient également le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques liées aux facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), des prêts sans recours et des instruments liés par contrat, en plus d'introduire des obligations d'information relativement aux instruments financiers assortis de clauses conditionnelles et aux instruments de capitaux propres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2026, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

Présentation et informations à fournir dans les états financiers – IFRS 18

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18, *Présentation et informations à fournir dans les états financiers*, qui remplace IAS 1, *Présentation des états financiers*.

IFRS 18 introduit trois types de nouvelles exigences visant à améliorer la présentation des informations fournies par les entreprises en matière de performance financière afin que les investisseurs disposent d'une meilleure base d'analyse et de comparaison des entreprises :

- amélioration de la comparabilité de l'état du résultat net en introduisant trois catégories distinctes de produits et de charges (exploitation, investissement et financement) et en imposant à toutes les entreprises de fournir de nouveaux sous-totaux, dont le résultat d'exploitation;
- amélioration de la transparence des indicateurs de performance définis par la direction en exigeant des entreprises de fournir des explications sur ces indicateurs qui leur sont propres et qui sont présentés dans l'état du résultat net; et
- indications plus pertinentes sur la manière dont les entreprises regroupent les informations dans les états financiers et sur la question de savoir si les informations sont à fournir dans les états financiers de base ou si elles doivent être ventilées dans les notes annexes.

IFRS 18 entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'incidence de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

La Société maintient des systèmes d'information, des procédures et des contrôles appropriés afin de s'assurer que l'information utilisée à l'interne et communiquée à l'externe soit complète, exacte, fiable et présentée dans les délais prévus. Les contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») sont conçus pour fournir l'assurance raisonnable que l'information devant être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports déposés en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. Ces contrôles et procédures sont également conçus pour garantir que cette information est rassemblée puis communiquée à la direction de la Société, y compris ses dirigeants signataires, selon ce qui convient pour prendre des décisions en temps opportun en matière de communication de l'information.

Le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision directe, l'efficacité de la conception des CPCI de la Société (au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs) en date du 30 juin 2024, et ont conclu que ces CPCI ont été conçus de manière efficace.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir des contrôles internes adéquats à l'égard de l'information financière (« CIIF ») de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de publication externe, conformément aux IFRS.

La direction a procédé à l'évaluation de l'efficacité de la conception de ses CIIF au sens défini dans le Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. L'évaluation a été réalisée conformément au cadre de référence proposé dans le guide intitulé *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (« COSO »). Cette évaluation a été réalisée par le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances de la Société, avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que la première vice-présidente et chef des finances ont conclu que les CIIF ont été conçus de manière efficace au 30 juin 2024.

La direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints.

CHANGEMENTS CONCERNANT LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Stella-Jones Inc. a adopté une approche progressive dans le cadre de sa migration vers un nouveau progiciel de gestion intégrée (« PGI »). Afin de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière appropriés dans les catégories de produits qui ont migré vers le nouveau PGI, des changements pertinents ont été apportés.

Il n'y a eu aucune autre modification des CIIF durant la période s'échelonnant du 1^{er} avril 2024 au 30 juin 2024 ayant eu une incidence importante, ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur les CIIF de la Société.

Le 6 août 2024